

Feuille info - travailleurs

L'activation du comportement de recherche d'emploi des bénéficiaires d'allocations de chômage (nouvelle procédure)



Communication importante sur la 6^{ème} réforme de l'Etat

Les informations contenues dans cette feuille-info concernent une compétence, le contrôle de la disponibilité des chômeurs, qui est, depuis le 1^{er} juillet 2014, transférée à la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Région flamande et la Communauté germanophone.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, c'est le FOREM pour la Région wallonne, le VDAB pour la Région flamande et l'ADG pour la Communauté germanophone qui contrôlent la disponibilité des chômeurs de leur ressort. Pour des informations détaillées sur la procédure de contrôle appliquée dans ces régions, consultez les sites des organismes compétents (www.forem.be, www.adg.be ou www.vdab.be).

Les décisions de sanctions éventuelles sont dorénavant notifiées aux chômeurs par les organismes régionaux et communiquées en même temps à l'ONEM dont le rôle se limite à communiquer ces décisions à la FGTB. En effet, la compétence de payer les allocations n'est pas transférée aux Régions et reste confiée à l'ONEM, en collaboration avec la FGTB.

Attention ! Pour les chômeurs résidant dans la Région de Bruxelles-Capitale, l'ONEM continue provisoirement d'exercer cette compétence jusqu'au moment où ACTIRIS sera opérationnellement en mesure de l'exercer.

La présente feuille info concerne donc uniquement les personnes résidant dans la Région Bruxelles-Capitale.

De quoi s'agit-il?

La personne qui se retrouve sans emploi a droit en principe à des allocations qui sont octroyées par l'ONEM.

Pour avoir droit aux allocations, le chômeur doit satisfaire à un certain nombre de conditions pendant toute la durée de son chômage, notamment être chômeur involontaire. Ceci signifie que le chômeur ne peut pas refuser un emploi convenable qui lui est offert, ni refuser de suivre une formation qui lui est proposée.

Le chômeur doit également être disponible pour le marché de l'emploi. Cela veut dire qu'il doit:

- collaborer activement aux actions d'accompagnement, de formation, d'expérience professionnelle ou d'insertion qui peuvent lui être proposées par le service de l'emploi (FOREM, ACTIRIS ou Arbeitsamt);
- chercher lui-même activement un emploi, par exemple, en consultant régulièrement les offres d'emploi et en répondant aux offres qui se présentent, en posant spontanément sa candidature auprès d'employeurs potentiels, en s'inscrivant auprès de bureaux de recrutement ou de sélection ou auprès d'agences d'intérim.

L'activation du comportement de recherche d'emploi, c'est l'ensemble des actions menées par l'ONEM en vue d'évaluer les efforts que le chômeur fait pour chercher du travail. L'objectif est avant tout de suivre activement le chômeur et de le soutenir dans sa recherche d'un emploi mais aussi de contrôler sa disponibilité pour le marché de l'emploi.

Cette procédure vous est-elle applicable ?

La procédure d'activation du comportement de recherche d'emploi expliquée dans la présente feuille info est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2014 et est applicable uniquement aux bénéficiaires d'allocations de chômage.

Elle ne s'applique ni aux bénéficiaires d'allocations d'insertion (voir à cet égard la feuille info T137 – L'activation du comportement de recherche d'emploi des bénéficiaires d'allocations d'insertion - ancienne procédure ou T152 – L'activation du comportement de recherche d'emploi des bénéficiaires d'allocations d'insertion - nouvelle procédure) ni aux jeunes demandeurs d'emploi qui effectuent leur stage d'insertion professionnelle après la fin de leurs études (voir à cet égard la feuille info T144 - L'activation du comportement de recherche d'emploi des jeunes pendant le stage d'insertion professionnelle).

Cette procédure vous est applicable si vous bénéficiez des allocations de chômage et que vous êtes devenu chômeur pour la première fois après le 30 juin 2014.

Elle vous est également applicable si, après le 30 juin 2014, vous vous êtes trouvé dans une des situations suivantes:

- vous avez reçu une lettre d'avertissement vous informant de l'application de cette procédure de suivi;
- vous avez, après une période de reprise de travail, obtenu un retour à la première phase de la première période d'indemnisation;
- vous avez été réadmis au bénéfice des allocations de chômage après une exclusion définitive dans le cadre d'une procédure de suivi antérieure;
- vous avez obtenu une évaluation positive de vos efforts de recherche d'emploi dans le cadre d'une procédure de suivi en cours;
- la durée de votre chômage a été neutralisée à la suite d'une interruption de votre inscription comme demandeur d'emploi pendant une période ininterrompue de trois mois au moins.

Si vous bénéficiez des allocations de chômage et que la procédure décrite dans la présente feuille info ne vous est pas applicable, cela signifie que vous êtes soumis à l'ancienne procédure (voir la feuille info T83 - L'activation du comportement de recherche d'emploi des bénéficiaires d'allocations de chômage – ancienne procédure). Cette procédure reste d'application et suit son cours normal jusqu'à une éventuelle évaluation positive de vos efforts. Après cette évaluation positive, la procédure décrite dans la présente feuille info sera d'application.

Comment résumer la procédure de suivi en quelques lignes?

Les efforts que le chômeur fait pour chercher du travail sont évalués lors d'entretiens individuels (trois entretiens maximum) avec un facilitateur de l'ONEM.

Le chômeur est invité à un premier entretien avec le facilitateur, après 9 mois de chômage (s'il est âgé de moins de 25 ans) ou après 12 mois de chômage (s'il est âgé de 25 ans ou plus). Ce premier entretien a pour but d'évaluer les efforts que le chômeur a fait pour chercher du travail depuis le début de son chômage. Les efforts sont évalués en tenant compte, d'une part, du degré de réalisation du plan individuel d'action que le service régional de l'emploi (FOREM, ACTIRIS, ADG) a défini avec le chômeur et, d'autre part, des démarches personnelles de recherche d'emploi du chômeur.

En cas d'évaluation positive, un nouvel entretien a lieu 9 mois plus tard. En cas d'évaluation négative, un deuxième entretien a lieu 4 mois plus tard.

En cas d'évaluation positive lors du deuxième entretien, un nouvel entretien a lieu 9 mois plus tard. Si, par contre, l'évaluation est négative, un troisième et dernier entretien a lieu 4 mois plus tard. En outre, une sanction temporaire est appliquée (pendant 4 mois maximum): soit une réduction du montant de l'allocation de chômage, soit une suspension du paiement des allocations.

En cas d'évaluation positive lors du troisième entretien, un nouvel entretien a lieu 9 mois plus tard. Si, par contre, l'évaluation est négative, le chômeur est exclu du bénéfice des allocations. Cette exclusion est précédée d'une période de 6 mois pendant laquelle le chômeur continue à percevoir une allocation réduite, s'il s'agit d'un chef de ménage, d'un isolé ou d'un cohabitant dont les revenus du ménage sont peu élevés.

Lors des entretiens d'évaluation, le chômeur peut être accompagné par une personne de son choix (s'il s'agit du 1^{er} entretien) ou être assisté d'un avocat ou d'un délégué syndical (au 2^{ème} et au 3^{ème} entretien).

Le chômeur peut introduire un recours devant la Commission administrative nationale et devant les tribunaux du travail.

Qui peut être convoqué?

Vous serez convoqué à un entretien si, à la date de la convocation, les conditions suivantes sont réunies:

- vous êtes chômeur complet inscrit obligatoirement comme demandeur d'emploi;
- vous êtes au chômage depuis 9 mois ou 12 mois au moins;
- vous n'avez pas atteint l'âge de 65 ans;
- vous êtes apte au travail;
- la procédure de suivi n'est pas suspendue.

Seuls les chômeurs complets sont convoqués, mais de qui s'agit-il?

Est chômeur complet, la personne qui n'est plus liée par un contrat de travail avec un employeur.

En outre, le chômeur complet est convoqué uniquement s'il est inscrit obligatoirement comme demandeur d'emploi. Est assimilé à un chômeur inscrit obligatoirement comme demandeur d'emploi, le chômeur qui a perçu au moins une allocation de chômage (sans être dispensé de l'obligation d'être inscrit comme demandeur d'emploi) au cours des trois mois qui précèdent la convocation.

Vous ne serez pas convoqué si vous êtes:

- chômeur temporaire (parce que l'exécution du contrat de travail qui vous lie à votre employeur est temporairement suspendue pour cause de manque de travail, intempéries, force majeure, ...);
- travailleur à temps partiel avec maintien des droits (avec ou sans allocation de garantie de revenus);
- travailleur à temps partiel volontaire (même si vous percevez des allocations pour vos heures d'inactivité);
- dispensé de l'obligation d'être inscrit comme demandeur d'emploi (par exemple, parce que vous suivez une formation ou parce que vous êtes aidant proche);
- dispensé de l'obligation d'être inscrit comme demandeur d'emploi parce que vous avez effectué 180 heures d'activités ALE dans une période de 6 mois et que vous justifiez, en outre, d'une inaptitude permanente au travail de 33% au moins;
- travailleur des ports, pêcheur de mer reconnu ou travailleur du commerce des combustibles de Flandre orientale.

Après combien de temps puis-je être convoqué à un entretien?

Vous serez convoqué à un premier entretien après 9 mois de chômage (si vous êtes âgé de moins de 25 ans) ou après 12 mois de chômage (si vous êtes âgé de 25 ans ou plus).

Comment est calculée la durée de chômage de 9 ou 12 mois?

Votre durée de chômage est calculée en prenant comme point de départ :

- la date de votre première inscription comme demandeur d'emploi;
- la date de votre réinscription comme demandeur d'emploi après une interruption de l'inscription pendant au moins trois mois ininterrompus (peu importe le motif de l'interruption).

La date de début du chômage et la nouvelle date de début du chômage (après une interruption de l'inscription comme demandeur d'emploi pendant au moins trois mois ininterrompus) sont communiquées à l'ONEM par le service régional de l'emploi.

Y-a-t-il une limite d'âge pour l'application de la procédure de suivi ?

Depuis le 1er janvier 2015, il n'y a plus de limite d'âge pour l'application de la procédure de suivi. Celle-ci est donc applicable jusqu'à l'âge de la pension (65 ans actuellement).

Toutefois, la procédure de suivi ne vous est pas applicable si vous avez bénéficié des allocations de chômage complet en 2014 et qu'au 31 décembre 2014, vous étiez âgé de 60 ans ou plus.

Que se passe-t-il si j'ai une inaptitude au travail d'au moins 33%?

Vous serez convoqué même si vous présentez une inaptitude permanente au travail d'au moins 33%, constatée par le médecin agréé de l'ONEM, sauf si vous êtes dispensé de l'obligation d'être inscrit comme demandeur d'emploi parce que vous avez effectué 180 heures d'activité ALE dans une période de 6 mois.

Dans quels cas la procédure de suivi est-elle suspendue?

La procédure de suivi est suspendue (aucun entretien d'évaluation n'est mené):

- pendant le mois calendrier du début effectif du plan d'action individuel qui vous est proposé par le service de l'emploi et pendant les deux mois qui suivent, pour autant que le plan d'action individuel ait débuté avant l'expiration des 4 ou 9 premiers mois de chômage, selon que vous êtes âgé de moins de 25 ans ou de 25 ans ou plus;
- pendant la période (de trois mois ininterrompus au moins) durant laquelle vous suivez une action de formation intensive qui vous a été proposée par le service de l'emploi;
- pendant la période durant laquelle vous suivez un trajet d'accompagnement spécifique proposé par le service de l'emploi (parce que vous présentez une combinaison de facteurs psycho-médico-sociaux qui affectent durablement votre santé et/ou votre intégration sociale). Le trajet d'accompagnement spécifique a une durée maximum de 21 mois. Il peut être renouvelé ou prolongé une seule fois pour une période de 18 mois maximum.
- pendant la période durant laquelle vous bénéficiez comme aidant proche d'une dispense de l'obligation d'être inscrit comme demandeur d'emploi et d'être disponible pour le marché de l'emploi;
- pendant la période durant laquelle vous renoncez aux allocations (pour une durée irrévocable et ininterrompue de 12 mois au moins);
- pendant la période durant laquelle vous bénéficiez des allocations provisoires parce que vous avez introduit un recours au tribunal du travail contre la décision du médecin-conseil de la mutuelle ou de l'INAMI vous déclarant apte au travail. Cette période de suspension ne peut dépasser 3 ans.
- pour la chômeuse enceinte ou venant d'accoucher, pendant la période de 3 mois précédant la date présumée ou réelle de l'accouchement et pendant les 4 mois qui suivent l'accouchement;
- pendant une période de 24 mois, si vous avez obtenu trois évaluations positives successives de vos efforts dans le cadre de la procédure de suivi et qu'à l'issue de la dernière évaluation positive en date, vous n'avez pas reçu d'offre d'emploi ou de formation adaptée de la part du service régional de l'emploi compétent.

Que se passe-t-il si j'ai entre-temps repris le travail?

Si au moment où vous devez normalement être convoqué vous avez repris de travail, vous ne serez pas convoqué tant que vous avez un emploi. Si vous êtes malgré tout convoqué (parce que l'ONEM n'a pas – encore – connaissance de votre reprise de travail), cette convocation sera retirée.

Et si je suis convoqué à tort?

Il pourrait arriver que vous soyez convoqué par erreur (parce que vous n'êtes pas chômeur complet, vous n'avez pas atteint la durée de chômage requise,). Dans ce cas, vous pouvez bien évidemment faire valoir cet argument lors de l'entretien ou contacter préalablement le bureau du chômage (par écrit). L'ONEM vous informera de la décision qui sera prise suite à votre demande.

Comment suis-je informé de la procédure de suivi?

L'objectif est de vous informer le plus rapidement et le mieux possible sur vos droits et obligations dans le cadre de la procédure de suivi. Vous serez tout d'abord informé par le service régional de l'emploi (au moment de votre inscription comme demandeur d'emploi) et, ensuite, par la FGTB (au moment de votre demande d'allocations). Un peu plus tard encore, vous recevrez une lettre de l'ONEM.

Quelle information puis-je obtenir de la FGTB?

La FGTB vous informera de vos droits et obligations lorsque vous vous y présenterez pour introduire votre demande d'allocations. Un document d'information vous sera remis par la FGTB à cette occasion.

Dans l'information qui vous sera donnée, les possibilités d'accompagnement et de formation qui peuvent être proposées par le service de l'emploi et l'obligation qui vous incombe de rechercher vous-même activement un emploi seront évoquées. La FGTB vous donnera

également des informations sur la procédure de suivi et sur vos droits et obligations dans le cadre de cette procédure.

Quelle information puis-je obtenir de l'ONEM?

Quelques mois avant le premier entretien, l'ONEM vous enverra une lettre d'avertissement.

Cette lettre vous sera, en principe, envoyée:

- entre le 3ème et le 5ème mois de chômage, si vous êtes âgé de moins de 25 ans;
- entre le 6ème et le 8ème mois de chômage, si vous êtes âgé de 25 ans ou plus.

Cette lettre d'avertissement fera référence au plan d'action individuel proposé par le service régional de l'emploi auquel vous devez collaborer activement. Elle rappellera votre obligation de rechercher vous-même activement un emploi par des démarches régulières et variées. Dans ce courrier, le comportement de recherche d'emploi qui est attendu de vous et la manière de conserver les preuves de vos démarches seront précisés de manière concrète.

La lettre d'avertissement précisera également quand vous serez convoqué au premier entretien (au plus tôt 4 mois après l'envoi de la lettre d'avertissement).

La FGTB et le service de l'emploi seront avertis de l'envoi de cette lettre.

Comment se déroulent les entretiens?

Quels sont les types d'entretien?

La procédure de suivi prévoit trois entretiens maximum.

Le **premier entretien** a lieu après 9 mois de chômage (si vous avez moins de 25 ans) ou après 12 mois de chômage (si vous avez 25 ans ou plus). Il a pour but d'évaluer les efforts que vous avez faits dans le cadre de votre plan d'action individuel et les démarches personnelles de recherche d'emploi que vous avez effectuées de manière autonome depuis le début de votre chômage.

Si vos efforts sont suffisants, un deuxième entretien et un troisième entretien ne seront pas nécessaires. Vous serez convoqué ultérieurement à un nouveau premier entretien (en principe, 9 mois plus tard). Vous recevrez ultérieurement une lettre d'information, au plus tard 3 mois avant le nouvel entretien.

Si vos efforts sont insuffisants ou inadaptés, vous serez invité à reprendre contact avec le service régional de l'emploi en vue d'une adaptation éventuelle de votre plan d'action individuel. Vous serez informé qu'un deuxième entretien aura lieu 4 mois plus tard.

Le **deuxième entretien** a lieu en principe quatre mois après le premier entretien. Il a pour but d'évaluer les efforts que vous avez fournis dans le cadre du plan d'action individuel et les démarches personnelles de recherche d'emploi que vous avez effectuées de manière autonome depuis le premier entretien.

Si vos efforts sont suffisants, vous ne devrez pas vous présenter au troisième entretien. Vous serez convoqué ultérieurement à un nouveau premier entretien (en principe 9 mois plus tard). Vous recevrez ultérieurement une lettre d'information, au plus tard 3 mois avant le nouvel entretien.

Si vos efforts ne sont pas suffisants, vous serez invité à reprendre contact avec le service régional de l'emploi en vue d'une adaptation éventuelle de votre plan d'action individuel. Vous serez informé qu'un troisième entretien aura lieu 4 mois plus tard. En outre, une sanction temporaire vous sera appliquée à titre d'avertissement (voir rubrique « Sanctions »).

Le **troisième entretien** a lieu en principe quatre mois après le deuxième entretien. Il a pour but d'évaluer les efforts que vous avez fournis dans le cadre de votre plan d'action individuel et les démarches personnelles de recherche d'emploi que vous avez effectuées de manière autonome depuis le deuxième entretien.

Si vos efforts sont suffisants, vous retrouverez le bénéfice de vos allocations complètes et vous serez convoqué ultérieurement à un nouveau premier entretien (en principe, 9 mois plus tard). Vous recevrez ultérieurement une lettre d'information, au plus tard 3 mois avant le nouvel entretien.

Si vos efforts ne sont pas suffisants, vous risquez une suspension définitive de votre droit aux allocations (voir rubrique « sanctions »).

Comment suis-je convoqué aux entretiens?

Vous recevrez, par courrier ordinaire, une convocation écrite mentionnant le motif, le jour et l'heure de l'entretien.

L'entretien d'évaluation a lieu au plus tôt le dixième jour qui suit la remise de la convocation à la poste.

Si, pour une raison ou pour une autre, vous ne pouvez pas vous présenter à l'entretien le jour où vous êtes convoqué, vous pouvez demander le report de l'entretien. Une nouvelle date, qui ne peut être postérieure de plus de quinze jours à celle qui était précédemment fixée, sera fixée par le bureau du chômage. Sauf cas de force majeure, le report n'est accordé qu'une seule fois et la demande de report doit parvenir au bureau du chômage au plus tard la veille de l'entretien.

Par qui les entretiens sont-ils menés?

Les entretiens se déroulent au bureau du chômage dans le ressort duquel vous êtes domicilié. Vous y rencontrerez un agent de l'ONEM, le facilitateur, qui a été spécialement recruté et formé pour mener ce type d'entretien.

Sa mission? évaluer, avec vous, les efforts que vous avez fournis dans le cadre de votre plan d'action individuel et les démarches personnelles de recherche d'emploi que vous avez effectuées de manière autonome.

Comment l'ONEM sera-t-il informé des efforts que j'ai faits?

Les efforts qui sont attendus de vous pour vous réinsérer sur le marché du travail peuvent être plutôt passifs (*vous inscrire à des formations ou auprès de bureaux de recrutement ou d'agences d'intérim*) ou être plutôt actifs (*participer à une formation, vous présenter chez des employeurs ou des agences d'intérim qui ont des offres d'emploi, consulter régulièrement les offres d'emploi publiées dans la presse et répondre aux offres d'emploi qui se présentent, poser spontanément votre candidature auprès d'employeurs potentiels, prendre régulièrement contact avec le service de l'emploi, ...*).

L'ONEM peut collecter lui-même beaucoup d'informations sur les efforts que vous avez faits pour chercher du travail. Il dispose de ses propres données à votre sujet. Des informations lui sont également transmises par le service régional de l'emploi.

Lors de l'entretien d'évaluation, le facilitateur vous communiquera toutes les informations dont il dispose déjà à votre sujet. Il peut s'agir notamment des données suivantes:

- les périodes pendant lesquelles vous avez été dispensé de l'obligation d'être inscrit comme demandeur d'emploi et d'être disponible pour le marché de l'emploi (*par exemple, parce que vous avez suivi des études ou une formation ou parce que vous êtes aidant proche*);
- les activités que vous avez éventuellement effectuées dans le cadre de l'agence locale pour l'emploi;
- vos périodes de travail et de maladie;
- les informations communiquées par le service de l'emploi concernant le plan d'action individuel qui vous a été proposé (contenu, degré de réalisation, ..), les actions de formation intensive suivies, ...

Lors de l'entretien, vous pouvez également fournir des informations complémentaires sur les efforts que vous avez effectués dans le cadre du plan d'action individuel proposé par le service de l'emploi ainsi que sur les démarches personnelles que vous avez effectuées de manière autonome. Tous les moyens de preuve sont admis, y compris la déclaration sur l'honneur (pour autant qu'elle soit précise, crédible et vérifiable). Toutefois, il va de soi que des preuves écrites sont préférables. Il est donc utile que vous conserviez, dans la mesure du possible, des preuves écrites des démarches que vous avez effectuées pour rechercher un emploi.

En voici quelques exemples:

- *des copies des lettres de sollicitations que vous avez envoyées spontanément ou pour répondre à une offre d'emploi;*
- *les attestations délivrées par les employeurs où vous vous êtes présenté;*
- *les coupures de presse auxquelles vous avez réagi et la réponse que vous avez reçue;*
- *les adresses où vous vous êtes rendu spontanément et la réaction que vous avez reçue;*
- *les coordonnées des agences d'intérim ou des bureaux de recrutement ou de sélection où vous vous êtes inscrit;*
- *une liste des sites internet que vous avez consultés;*
- *une liste des contacts que vous avez eus avec le service de l'emploi et que celui-ci n'a pas communiqué à l'ONEM;*
- *une liste des contacts que vous avez eus avec d'autres services (mission locale pour l'emploi, boutique de l'emploi, ALE, ...).*

Le facilitateur évaluera les efforts que vous avez faits sur la base de tous ces éléments. S'il a un doute sur l'exactitude de vos déclarations ou des documents produits, il peut obtenir des renseignements complémentaires (*par exemple, en contactant les employeurs où vous vous êtes présenté*).

Comment mes efforts seront-ils évalués?

Dans l'évaluation des efforts que vous avez faits, le facilitateur tiendra compte de votre situation spécifique, c'est-à-dire notamment de votre âge, de votre niveau de formation, de vos aptitudes, de votre situation sociale et familiale, de vos possibilités de déplacement et d'éventuels éléments de discrimination dont vous pourriez être la victime. La situation du marché de l'emploi dans la sous-région où vous habitez sera également un élément pris en considération pour évaluer vos efforts.

Puis-je être accompagné ou assisté lors des entretiens?

Votre présence aux entretiens est obligatoire. Vous ne pouvez donc pas vous faire représenter par une autre personne.

Par contre, vous pouvez, lors du premier entretien, vous faire accompagner par une personne de votre choix (par exemple, un délégué syndical ou un membre de votre famille). Si vous êtes convoqué au deuxième ou au troisième entretien, vous pouvez, lors de ces entretiens, être assisté par un avocat ou par votre délégué syndical.

Que se passe-t-il si mes efforts sont jugés insuffisants à l'issue du 1^{er} ou du 2^{ème} entretien ?

Vous serez invité à reprendre contact avec le service régional de l'emploi en vue d'une adaptation éventuelle de votre plan d'action individuel. C'est au service de l'emploi qu'il appartient de décider, en fonction de votre situation, s'il est nécessaire ou opportun d'adapter votre plan d'action.

Vous serez également invité à poursuivre ou à intensifier vos démarches personnelles de recherche d'emploi. Le cas échéant, le facilitateur vous fera des recommandations sur la manière dont vous devez rechercher un emploi (par exemple, en postulant dans d'autres secteurs d'activité, en élargissant la zone géographique de vos recherches, en diversifiant vos démarches, etc...). Si des recommandations vous sont faites, le respect de celles-ci sera également évalué lors de l'entretien suivant; il est donc important que vous en teniez compte pour vos futures recherches d'emploi.

Quelles sont les sanctions prévues?

Si vous vous efforcez de rechercher activement un emploi et si vous collaborez activement aux différentes actions qui vous sont proposées par le service de l'emploi, aucune sanction ne sera prise à votre égard. Il n'y a pas non plus de sanction en cas d'évaluation négative de vos efforts à l'issue du 1^{er} entretien.

Par contre, vous risquez effectivement une sanction si:

- sans raisons valables, vous ne vous présentez pas à un entretien;
- à l'issue du 2^{ème} ou du 3^{ème} entretien, vos efforts sont jugés insuffisants.

Quelle est la sanction si, sans motif valable, je ne me présente pas à un entretien?

Si, sans motif valable, vous ne vous présentez pas à un entretien, vous serez convoqué une deuxième fois par lettre recommandée, en principe dans les 3 semaines qui suivent.

Si, sans motif valable, vous ne donnez pas suite à la seconde convocation, le paiement de vos allocations sera suspendu. Vous pourrez conserver les allocations si, dans un délai de 3 jours ouvrables prenant cours le jour de l'absence, vous justifiez celle-ci par un motif admis par le directeur du bureau du chômage. Dans ce cas, vous recevrez ultérieurement une nouvelle convocation.

La suspension du paiement des allocations est appliquée aussi longtemps que vous ne vous présentez pas au bureau du chômage. Elle peut être levée (une seule fois) avec effet rétroactif si vous vous présentez au bureau du chômage dans les 30 jours ouvrables qui suivent votre absence. Elle peut aussi être levée avec effet rétroactif si vous invoquez ultérieurement un motif valable justifiant votre absence et que vous en apportez la preuve.

Si vous demandez à nouveau des allocations après une période de reprise de travail ou d'incapacité de travail indemnisée de 4 semaines au moins, la suspension peut également être

levée à partir de la date de votre demande d'allocations, sans devoir vous présenter au bureau du chômage. Dans ce cas, vous recevrez ultérieurement une nouvelle convocation.

Quelle est la sanction si mes efforts sont jugés insuffisants à l'issue du 2^{ème} entretien?

Si, à l'issue du 2^{ème} entretien, le facilitateur estime que vous n'avez pas fourni des efforts suffisants, le paiement de vos allocations sera temporairement suspendu ou le montant de votre allocation de chômage sera temporairement réduit.

La sanction variera en fonction de votre situation familiale au moment de la décision:

- si vous bénéficiez des allocations de chômage comme cohabitant sans charge de famille, le paiement de vos allocations de chômage sera suspendu pendant 4 mois, sauf si, sur la base du dernier avertissement-extrait de rôle que vous avez reçu, vous pouvez prouver que les revenus annuels nets imposables de votre ménage, abstraction faite de vos allocations de chômage, ne dépassent pas **21.244,25** euros, majoré de **849,79** euros par personne à charge (montants indexés). Dans ce cas, la suspension sera limitée à 2 mois;
- si vous bénéficiez des allocations de chômage comme cohabitant avec charge de famille ou comme isolé, le montant de vos allocations sera, pendant 4 mois, réduit au niveau du revenu d'intégration. Vous bénéficierez pendant cette période d'une allocation journalière de **44,48** euros si vous êtes cohabitant ayant charge de famille ou de **33,36** euros si vous êtes isolé (montants indexés).

Une modification de votre situation familiale pendant la sanction peut avoir une incidence sur la sanction qui vous est appliquée. En cas de modification de votre situation familiale, vous devrez prendre contact avec la FGTB pour en faire la déclaration

Quelle est la sanction si mes efforts sont jugés insuffisants à l'issue du 3^{ème} entretien?

Si, à l'issue du 3^{ème} et dernier entretien, le facilitateur estime que vous n'avez pas fourni des efforts suffisants, le paiement de vos allocations sera définitivement suspendu.

La manière dont cette suspension définitive est appliquée dépendra de votre situation familiale:

- si vous bénéficiez des allocations de chômage comme cohabitant sans charge de famille, le paiement de vos allocations sera immédiatement suspendu, sauf si, sur la base du dernier avertissement-extrait de rôle que vous avez reçu, vous pouvez prouver que les revenus annuels nets imposables de votre ménage, abstraction faite de vos allocations de chômage, ne dépassent pas **21.244,25** euros, majoré de **849,79** euros par personne à charge (montants indexés). Dans ce cas, avant la suspension définitive, vous bénéficierez encore pendant 6 mois, d'une allocation journalière forfaitaire de **20,15** euros;
- si vous bénéficiez des allocations de chômage comme cohabitant avec charge de famille ou comme isolé, vous continuerez à bénéficier, pendant 6 mois, de l'allocation journalière réduite au niveau du revenu d'intégration **44,48** euros si vous êtes cohabitant ayant charge de famille ou **33,36** euros si vous êtes isolé). Ensuite, le paiement des allocations sera définitivement suspendu.

Une modification de votre situation familiale pendant la sanction peut avoir une incidence sur la sanction qui vous est appliquée. En cas de modification de votre situation familiale, vous devrez prendre contact avec la FGTB pour en faire la déclaration

Dans quels cas la suspension définitive de mes allocations est-elle levée?

La suspension définitive des allocations est levée:

- soit, lorsque vous prouvez que vous réunissez à nouveau les conditions normales d'admissibilité;
- soit, lorsque vous avez accompli un stage constitué de:
 - 312 journées de travail ou journées assimilées comme travailleur à temps plein au cours des 21 mois précédant votre nouvelle demande d'allocations;
 - 312 demi-journées de travail ou journées assimilées comme travailleur à temps partiel volontaire au cours des 24 mois précédant votre nouvelle demande d'allocations.

Ne sont pas prises en considération:

- les journées de travail ou journées assimilées qui précèdent le jour de la réception de la décision de suspension;

- les journées pour lesquelles vous avez perçu une allocation de l'assurance-chômage;
- les journées pour lesquelles vous avez perçu des indemnités de maladie ou d'invalidité, sauf si elles sont immédiatement précédées d'une période ininterrompue de 26 journées de travail comme travailleur à temps plein ou de 26 demi-journées de travail comme travailleur à temps partiel volontaire.

Puis-je introduire un recours contre une décision de l'ONEM?

Vous pouvez introduire un recours administratif ou un recours judiciaire si vous n'êtes pas d'accord avec une décision de l'ONEM.

Quand et où puis-je introduire un recours administratif?

Si, à l'issue du 3^{ème} entretien d'évaluation, vous n'êtes pas d'accord avec la (ou les) décision(s) prise(s) par l'ONEM, vous pouvez introduire un recours administratif auprès de la Commission administrative nationale (dont le siège est situé à l'ONEM, Boulevard de l'Empereur, 7 à 1000 BRUXELLES). Dans cette commission qui est, en principe, présidée par un magistrat, siègent des représentants des employeurs, des travailleurs et du Ministre de l'Emploi.

Vous pouvez introduire un recours à la fois contre la décision de suspension temporaire et contre la décision de suspension définitive ou contre une de ces deux décisions seulement.

Vous ne pouvez pas introduire de recours administratif si vous étiez absent au 3^{ème} entretien.

Comment introduire un recours administratif?

Pour être recevable, le recours doit être formulé par écrit, daté et signé et être transmis au secrétariat de la Commission (soit par courrier recommandé, soit par la remise d'un écrit entre les mains du secrétaire contre accusé de réception).

Pour introduire ce recours, vous disposez d'un délai d'un mois à partir de la réception de la décision d'exclusion de l'ONEM (ou à dater du 3^{ème} entretien, si celui-ci a débouché sur une évaluation positive). Le délai d'un mois est prolongé de 3 semaines s'il prend cours entre le 1^{er} juillet et le 15 août.

Quels motifs puis-je faire valoir pour un recours administratif?

Vous pouvez introduire un recours administratif si vous estimez avoir fourni des efforts suffisants pour vous insérer sur le marché de l'emploi pendant la période qui a suivi le premier et/ou le deuxième entretien.

Quelles sont les conséquences d'un recours administratif?

Le recours administratif auprès de la Commission administrative nationale n'est pas suspensif. Cela signifie qu'en cas de recours, vous ne retrouverez pas immédiatement votre droit aux allocations. La Commission examinera d'abord si votre recours est fondé.

Trois situations sont possibles:

- votre recours est déclaré complètement fondé. Dans ce cas, toutes les décisions de suspension prises par l'ONEM (après le 2^{ème} et le 3^{ème} entretien) sont annulées. Vous serez convoqué à un nouveau premier entretien au plus tôt 12 mois après la décision de la Commission;
- votre recours est déclaré partiellement fondé. Dans ce cas, la décision prise par l'ONEM après le 3^{ème} entretien est annulée mais celle qui a été prise après le 2^{ème} entretien est maintenue. Vous serez convoqué à un nouveau premier entretien au plus tôt 6 mois après la décision de la Commission;
- votre recours est déclaré non fondé. Dans ce cas, les décisions de l'ONEM restent intégralement applicables.

La Commission administrative nationale doit se prononcer sur votre recours dans les deux mois. Ce délai est prolongé jusqu'à 4 mois, si l'examen de votre recours est reporté à votre demande. Si la Commission ne se prononce pas dans ce délai de 2 mois, éventuellement prolongé, votre recours est d'office déclaré fondé.

Existe-t-il d'autres possibilités de recours?

Si vous n'êtes pas d'accord avec la décision de l'ONEM ou avec la décision de la Commission administrative nationale, il vous est toujours loisible d'introduire un recours au tribunal du travail, en adressant une requête écrite au greffe du tribunal du travail compétent. Vous disposez pour ce faire d'un délai de 3 mois à partir de la notification de la décision que vous souhaitez contester.